



AMBASSADE DE SUISSE  
EN ITALIE

00197 ROME, le 17 avril 1978

Largo Elvezia - Via Barnaba Oriani, 61  
Tel. 803-641

Réf.: LA/eh

|            |  |  |  |  |  |  |  |              |        |
|------------|--|--|--|--|--|--|--|--------------|--------|
| un         |  |  |  |  |  |  |  |              |        |
| Date       |  |  |  |  |  |  |  | 18. MAI 1978 |        |
| Visa       |  |  |  |  |  |  |  |              |        |
| EPD        |  |  |  |  |  |  |  | 18. MAI 1978 |        |
| Ref. p. A. |  |  |  |  |  |  |  |              | Rom    |
|            |  |  |  |  |  |  |  |              | 21.31. |

Rapport politique No. 15

La situation en Italie à l'heure du "verdict" Moro

Le chantage diabolique auquel les BR soumettent l'Etat italien paraît être arrivé à son point culminant; diabolique parce que fait graduellement, avec une habileté consommée, en choisissant chaque fois que cela fut possible de faire coïncider les messages avec un événement important comme pour mieux affaiblir le Gouvernement. Le jour du vote de confiance vit le premier message, celui de l'ouverture du procès Lockheed le second. Tout est dosé, et soigneusement pensé, à commencer par les destinataires des lettres, non seulement pour trouver les "points de moindre résistance", mais encore pour essayer de semer la division au sein du parti dirigeant. Tous les registres sont utilisés, la menace, le chantage, la menace de chantages à venir, avec comme exemple les curieuses révélations de Moro sur ses relations avec le député et ancien ministre DC Taviani, l'amitié et la spéculation sur le remord de l'ami, dans la lettre à Zaccagnini, où Moro lui rappelle qu'en somme il devrait être à sa place, les sentiments familiaux et enfin, l'in-  
stillation du doute sur la valeur intrinsèque du refus de céder, en démontrant qu'au contraire un échange de combattants de l'un et de l'autre côté de la barricade serait encore la solution la plus digne et la plus humaine.

./.

- 2 -

On ne s'étonnera pas dès lors qu'en face d'un Etat faible, mal organisé, peu uni malgré les apparences de ces dernières semaines, les BR soient les maîtres absolus du jeu, en utilisant encore Moro comme leur accusateur public.

Si, au début, l'effet de surprise causé par l'enlèvement créa un moment de panique, cela est compréhensible et se serait produit dans n'importe quel autre pays; en revanche, ce qui paraît être grave c'est l'impéritie du Gouvernement qui ne semble pas avoir eu de dispositifs prêts de contrôles et de verrouillages de régions; à cela s'ajoutent une précipitation, une hâte à suivre une piste, une donnée, en excluant à priori les autres (l'hypothèse que les ravisseurs auraient pu sortir de la ville et rejoindre le boulevard circulaire a été écartée d'emblée au début pour être reprise quelques jours plus tard), un velléitarisme, loin d'être limité au cas Moro, par lequel sont prises sous le coup d'une émotion, de cas d'espèces des mesures qui sont abandonnées après quelques jours ou quelques semaines, d'autre part les lois, décrets, règlements etc., qui sont à la base de nombre de mesures sont fait dans une telle hâte, qu'un bon avocat y trouve toujours une lacune ou une faille permettant de la rendre inopérante (ou comme nous l'avons vu dans le domaine commercial dernièrement, la précipitation a été la cause de l'oubli de clauses de traités internationaux, ce qui, à la suite de nos protestations, a forcé le Gouvernement à faire machine arrière). Enfin, et surtout, il y a une absence de direction et de contrôle à tous les échelons qui est à la base de l'inefficacité que l'on constate quotidiennement. (Sur un parcours parsemé de postes de contrôle, l'un examine tous les véhicules, l'autre se borne à certains véhicules, le troisième laisse passer, parce que c'est l'heure du repas pour la majorité de l'équipe.) Couronnant le tout, une lassitude qui confine au désespoir devant l'insuccès du quadrillage immense opéré.

- 3 -

Officiellement, la position des différents partis va dans la direction de la fermeté, du refus de céder au chantage terroriste; au moment de l'enlèvement, la DC avait déclaré clairement et fermement que le maintien de l'Etat de droit devait être conservé avant toute autre considération, cette position fut répétée par l'envoyé de la DC au congrès du PSI à Turin, ce qui fit dire à un député du PSI "Si la DC tient ce langage, que pourrions nous dire de mieux". Le PCI, très prudent dans la formulation, par délicatesse à l'égard de la DC, est très ferme dans la condamnation de ses rivaux d'extrême-gauche, mais ajoute toujours qu'il n'avalise pas pour autant l'Etat capitaliste et la justice bourgeoise. Sont également partisans de la fermeté les partis laïques de la majorité ou de l'opposition. La gauche ultra a adopté une position qui en dit long sur l'aide passive voire active qu'elle a pu et peut fournir aux marginaux. "Ni l'Etat, ni les BR" neutralité qui n'est en fait qu'apparente, puisqu'ils sont d'accord avec le but des BR, la destruction de l'Etat, mais pas avec les moyens.

Il en est peu qui ouvertement proposent au contraire de céder; on les trouvera dans la DC de Bari, section de Moro qui se sent spécialement liée à l'homme et à la famille et qui, peut-être, se permet ce geste sachant qu'il ne met pas en danger l'unité du parti étant compris comme un témoignage d'affection à la famille Moro, dont l'attitude, il faut le relever, a, dans ses déclarations publiques, été très digne. Les catholiques du dissenso, de la sinistra indépendante, proche du PCI, sont pour une négociation, certains membres du courant de Base et du courant Comunione et Liberazione de la DC également, ainsi que quelques socialistes. Une enquête a cependant relevé que les troupes de la DC, sa base, dans le Nord surtout, sont beaucoup plus fermes et

- 4 -

dures que leurs chefs dans le refus de toute négociation. L'homme de la rue, lui, après avoir eu à faire le tri et le choix dans le flot de "fantapolitique" déversé par les mass media est en général pour le refus de céder, mais il ne croit qu'à moitié aux déclarations de fermeté des politiciens et du Gouvernement; il se demande si derrière les grandes déclarations ne se cachent pas des "combinazione" des négociations secrètes par lesquelles il céderait sur toute la ligne en donnant l'air de ne pas perdre la face, ou en essayant de jouer au plus madré avec les BR. Ces aspects défaitistes sont révélés par des rumeurs telles que "l'Etat a déjà perdu la face au moment de l'enlèvement, il ne peut la perdre plus", "les BR ont déjà gagné, pourquoi ne pas sauver la vie d'un homme", etc.

Si certains partis ont peur que la DC ne finisse par céder et font état de pressions de la famille, ainsi que de difficultés que Zaccagnini, secrétaire général de la DC, aurait au sein de son parti sur la ligne dure, ils craignent tous, la DC y comprise, l'utilisation que les concurrents pourraient faire du cas Moro, d'autant plus que le 14 mai auront lieu des élections administratives; le PCI propose une propagande limitée au strict minimum, mais le PSI aimerait retirer les fruits de la publicité faite par son dernier congrès de Turin. On est loin de l'union sacrée du jour de l'enlèvement, chaque parti essaie de tirer le plus d'avantages de la situation. Le PCI, proposant à une DC faible son entrée au Gouvernement il y a quelques semaines et, il y a deux jours, que le système de majorité de programme soit appliqué dans les Ente regionali de tout l'Italie.

La conséquence la plus inquiétante de l'affaire Moro est la paralysie du Gouvernement, qui dure depuis un mois, trois

./.

- 5 -

selon certains qui y ajoutent la durée de la crise gouvernementale. Le Gouvernement, la Direction de la DC, les secrétaires des partis dans une mesure moindre, sont dans un état d'usure physique et nerveuse due aux interminables sessions permanentes où l'affaire Moro est examinée jusqu'à l'absurde, mais d'où rien ne sort. Trop d'hommes nécessaires à la direction du pays sont bloqués entièrement par cette affaire. Cette absence de direction se répercute partout. Fanfani, président du Sénat, lors de la présentation du bilan de l'Etat au Sénat en présence des Ministres Pandolfi et Morlino, ne put ouvrir la séance car il n'y avait que 12 sénateurs. Le tableau à la Chambre est identique. L'approche des élections administratives, des référendums et dans quelques mois le début de la campagne pour l'élection présidentielle n'améliorera pas la situation, loin de là. Les séances du Conseil des Ministres ont repris, mais sont de très courte durée. A part le décret-loi sur les mesures anti-terroristes, un déblocage de fonds pour le Sud et les industries en crise, aucun projet ne sort, notamment dans les domaines les plus urgents. Derrière des déclarations en apparence fermes, se cachent de l'indécision et de la perplexité. Le ministre de l'Agriculture Marcora, réputé pour n'avoir pas sa langue dans sa poche, a déclaré textuellement que l'impuissance de l'Etat lui fait peur.

Quant à la DC, parti du monocolore, elle donne l'impression d'avoir été décapitée avec Moro, elle n'a plus de guide; Zaccagnini, le secrétaire général n'est que l'ombre de lui-même. Le député Bodrato, homme influent de la DC, chargé hier de la déclaration du parti aux mass media à la suite du verdict de mort des BR, répéta la position de fermeté associée à un appel humanitaire aux BR, mais avec

./.

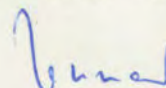
- 6 -

une voix tellement brisée et remplie de sanglots à la fin des phrases, causées par l'émotion et la fatigue, que le téléspectateur en retirait l'impression d'un parti sur le point de crier grâce.

En dehors de l'épuisement physique et psychique de sa direction, aucun des hommes politiques influents de la DC n'a émergé durant cette dernière crise comme un grand timonier du parti, pour ne pas parler du pays.

Si le Gouvernement paraît faible, la DC abattue, les autres partis ne montrant d'autre part aucune initiative remarquable et remarquée, il faut constater que le pays lui-même, le peuple n'a pas encore eu ce sursaut d'unité et d'attachement à l'Etat - on l'a cru un instant au moment de l'enlèvement - qui permettrait à l'Italie enfin de se ressaisir. Certes, l'histoire de ce pays l'explique, comme elle explique que la solidarité au niveau de la famille, du groupe lui a permis de se tirer de crises qui auraient mené au chaos tout autre état, mais il me semble que l'on arrive lentement à un point où ces mécanismes sont aujourd'hui impuissants à contrecarrer une dégradation alarmante.

L'Ambassadeur de Suisse

  
(Janner)